

1. Évolution épidémiologique

Au 19 avril, 16 509 (+ 449) personnes étaient décédées au total au Royaume-Uni. Au 20 avril 501 379 tests ont été réalisés, dont 19 316 le 19 avril. 386 044 personnes ont été testées au total, et 124 743 se sont révélées positives au COVID-19.

2. Mesures nouvelles

Le gouvernement britannique annonce un plan de soutien à hauteur 1,25 Md£ pour les entreprises des secteurs de la technologie et de la R&D – Ce plan tant attendu par le secteur devrait, selon le chancelier de l'Échiquier R. Sunak, contribuer à « protéger certains des secteurs les plus dynamiques de l'économie britannique, allant de la technologie aux sciences de la vie, afin qu'ils puissent continuer à développer de nouveaux produits et contribuer à la croissance du RU ».

Ce plan se décompose en deux volets :

- **un fond de co-investissement de 500 M£ qui sera lancé en mai, appelé « Future Fund », pour les entreprises en phase de démarrage, associant fonds privés et prêts garantis par l'État.** Le gouvernement s'est engagé à verser 250 M£ dans le cadre de ce programme, élaboré conjointement avec la *British Business Bank*, ouvert jusqu'à la fin du mois de septembre pour l'instant. Le programme s'adresse aux entreprises non cotées, enregistrées au RU, qui pourront recevoir entre 125 000 et 5 M£ à condition que les fonds soient au moins égalés par des investisseurs privés et qu'elles aient levé au moins 250 000 £ auprès d'investisseurs privés au cours des cinq dernières années. Le prêt du gouvernement sera automatiquement converti en une participation au capital de la start-up avec une décote de 20 % sauf si la dette est remboursée dans les trois ans ;
- **et un programme de 750M£ pour les entreprises spécialisées dans la recherche et le développement sous forme de subventions et prêts,** mis en œuvre par *Innovate UK*, l'agence nationale de l'innovation, dont la majorité sera destinée à ses 2 500 membres actuels. Les premiers versements seront effectués d'ici la mi-mai.

1,6 Md£ supplémentaires alloués aux collectivités locales pour lutter contre la pandémie de COVID-19 - Robert Jenrick, ministre en charge du Logement, des Communautés et des Collectivités territoriales a annoncé lors d'une conférence de presse le 18 avril, un doublement des crédits alloués aux collectivités territoriales pour lutter contre la pandémie, faisant passer l'enveloppe totale à 3,2 Md£. Cette annonce intervient alors que les collectivités locales se retrouvent sous pression pour assurer leurs services auprès des plus fragiles (personnes sans domicile fixe, personnes vulnérables), soutenir les services sociaux et de sécurité civile dont les pompiers. Le confinement a eu pour effet de fortement dégrader leurs recettes issues notamment des frais de parking et des centres de loisir dans un contexte de hausse de leurs dépenses auprès des plus âgés. L'association regroupant les collectivités locales (*Local Government Association*) a estimé qu'une rallonge serait nécessaire dans le cas où le confinement serait prolongé en mai. Les nations (Ecosse, Pays de Galles et Irlande du Nord) bénéficieront également de fonds supplémentaires (300 M£ au total), qui seront répartis selon une clé de répartition dite *Barnett formula* régulièrement utilisée par le Trésor britannique. Les collectivités pourront également différer le

paiement de 2,6 Md£ dû au Gouvernement et 850 M£ de prêts leur seront débloqués dès avril dans le domaine de l'aide à la personne. Ces sommes s'ajoutent aux 750 M£ alloués aux œuvres de bienfaisance la semaine dernière.

Le ministère des transports britannique facilite le renouvellement des permis de conduire des chauffeurs routiers – Afin de permettre aux 30 000 conducteurs de poids lourds qui circulent par mois au Royaume-Uni de continuer à circuler et donc de « maintenir la fluidité des principales chaînes d'approvisionnement » du pays, le gouvernement a annoncé qu'il faciliterait le renouvellement des permis de conduire arrivant à échéance. En effet, la suppression temporaire de l'obligation de réaliser une visite médicale en amont de la reconduite du permis permettra aux chauffeurs de bus et de poids-lourds « aptes à conduire » d'obtenir une prolongation d'un an de leur permis. Cet assouplissement ne s'appliquera qu'aux conducteurs dont le permis a pris fin à partir du 1er janvier 2020 ou dont l'échéance approche.

3. Impact économique et financier

Selon le [Centre for Economics and Business Research](#), les revenus des ménages britanniques seraient réduits de 17 % au T2 dû au Covid-19. D'après les estimations du CEBR, 2,1 millions de personnes pourraient perdre leur emploi au T2 2020 de façon permanente. Engendrant une perte de 1,5 Md£ de revenus pour les ménages. Une part importante des employés serait également placée en situation de chômage partiel, la plupart verraient alors une chute de 20 % de leurs revenus (le gouvernement ne couvrant que 80 % des salaires), ce qui représenterait une perte additionnelle de 3,9 Md£ par mois pour les ménages britanniques. Les travailleurs indépendants n'auront accès aux subventions du gouvernement qu'à partir de juin, devant en attendant utiliser leur épargne, l'emprunt ou les allocations sociales d'ici là, ce qui résulterait en une perte de 3,5 Md£ de revenus disponibles par mois. Enfin, de nombreuses entreprises ont demandé à leurs employés d'accepter une réduction de leur salaire (Heathrow airports, Grant Thornton ...), réduisant de 5,3 Md£ supplémentaires les revenus des ménages. Au total, le *think tank* estime que la crise de COVID-19 ferait perdre 14,2 Md£ en revenus disponibles pour les ménages par mois, soit 42,7 Md£ (17 % des revenus disponibles) au T2. Cela représente 515£ par mois et par ménage au Royaume-Uni.

D'après une [enquête](#) Markit, la confiance des ménages aurait chuté en avril. Tout particulièrement, l'indice de sécurité financière est tombé à 34,9 en avril (contre 42,5 en mars), son niveau le plus bas depuis la création de l'indice en 2009. L'indice de perception de la sécurité de l'emploi a enregistré la plus importante baisse, chutant de 16 points entre mars et avril. Les personnes travaillant dans les secteurs de la communication, de la culture et des loisirs seraient les plus pessimistes sur l'avenir de leur emploi. Les ménages ont également indiqué une baisse de leurs revenus, pour la première fois depuis octobre 2017.

Selon le dernier [rapport](#) de la Resolution Foundation, 8,3 millions d'employés pourraient bénéficier du *Coronavirus Job Retention Scheme* au T2 2020. Les employés du secteur de l'hospitalité et de la vente au détail seraient deux fois plus susceptibles d'être placés en situation de chômage partiel que la moyenne nationale. Au total, le *think tank* estime que 3,1 millions d'employés de ces secteurs (46 %) pourraient être « *furloughed* », tandis que 800 000 employés supplémentaires pourraient perdre leur emploi de façon permanente. Dans les secteurs de la finance et de l'assurance, seulement 4 % des employés seraient susceptibles de perdre leur emploi, temporairement ou de façon permanente.

4. Analyse sectorielle / entreprises

Au moins 21 000 entreprises de plus ont fait faillite en mars 2020 par rapport à l'année précédente

– Illustration de l'impact du COVID-19 et des mesures de confinement, 51 498 entreprises britanniques ont fait faillite en mars 2020, contre 30 292 en mars 2019, tandis que le nombre de créations d'entreprises a chuté de 23 % le mois dernier. C'est à Londres que la plus forte progression du nombre de faillites a été observée, avec 6 431 dissolutions supplémentaires en mars 2020 par rapport à mars 2019. Le secteur des transports a été le plus touché, avec près de trois fois plus d'entreprises ayant cessé leurs activités (194 %). L'immobilier et le commerce de gros ont également connu une forte augmentation des faillites par rapport à mars 2019.

Les entreprises du secteur du commerce de détail menacées par le confinement en l'absence de mesures supplémentaires de soutien du gouvernement

- Dans une lettre adressée à Rishi Sunak les plus grandes chaînes de vente au détail du Royaume-Uni ont averti que "de nombreuses entreprises viables" seront très prochainement en état de cessation de paiements si le gouvernement n'intervenait pas davantage, ce qui entraînera des pertes d'emplois et un "impact dévastateur" sur les acteurs du secteur. La majorité des entreprises du secteur ont en effet perdu jusqu'à 100% de leur chiffre d'affaires depuis la mise en place des mesures de confinement par le gouvernement. La survenance de faillites en cascade dans le secteur du commerce de détail aurait de graves conséquences pour les fonds de pension britanniques qui sont propriétaires de locaux commerciaux. Les acteurs du secteur du détail ont également déclaré qu'ils étaient largement incapables de bénéficier du dispositif de prêts garantis par le gouvernement à cause de la réticence des banques à prêter à des entreprises déjà particulièrement fragilisées par la crise actuelle.

L'agence de notation Fitch dégrade la note de 3 banques britanniques dans le cadre de la crise

contre le coronavirus : la Co-Operative Bank a été abaissée à B-, Close Brothers en A- et la Metro Bank en BB-. Fitch justifie cette décision par le fait que les banques britanniques sont entrées dans la crise avec moins de marge de manœuvre en matière de notation ou avec des profils de crédit plus faibles. Dans son rapport publié ce jour (*Coronavirus Rating Impact : Western European Banks*), Fitch a passé en revue son portefeuille de banques d'Europe occidentale entre le 20 mars et le 7 avril, et a révisé à la baisse les notations de 10 prêteurs. Elle a également révisé les perspectives de 57 groupes bancaires, dont Barclays, qui obtient à son tour une notation « négative », démontrant l'exposition de la banque aux retombées de la crise. Dans ce même rapport, Fitch considère que les modèles d'affaires des grandes banques françaises sont rentables et devraient permettre au secteur de faire preuve d'une certaine résilience. Plus généralement, Fitch note que l'efficacité des mesures visant à garantir l'afflux de liquidités dans les économies européennes dépendra de la rapidité avec laquelle elles seront mises en œuvre, de la durée de la crise et de la forme que prendra la reprise. L'agence considère néanmoins que ces mesures ne seront pas suffisantes pour atténuer pleinement l'impact de la pandémie et que d'autres baisses de notation sont à prévoir.